

**2 avril : appel commun des fédérations de l'Éducation et de la Recherche,
des organisations de lycéens, d'étudiants, de parents d'élèves**

NON à la CASSE du SERVICE PUBLIC d'ÉDUCATION et de RECHERCHE NOUS SOMMES TOUS CONCERNES !

FAEN - FCPE - FERC-CGT - FIDL - FSU - SGEN-CFDT - UNEF - UNL - UNSA



Depuis plusieurs mois personnels, jeunes, parents réclament une autre politique pour l'éducation et la recherche. Tous revendiquent avec force une politique ambitieuse qui assure la réussite de tous les jeunes et répondent aux besoins de notre temps.

Le gouvernement reste sourd à ces attentes et poursuit obstinément une politique de régressions :

- ▶ suppressions massives de postes qui amputent la capacité du service public à lutter contre l'échec et accroissent les inégalités,
- ▶ rentrée 2005 qui s'annonce catastrophique,
- ▶ suppression brutale des TPE en terminale,
- ▶ maintien du transfert de missions et de personnels aux départements et régions,
- ▶ passage en force d'une loi qui tourne le dos à la réussite de tous,
- ▶ projet de loi d'orientation et de programmation pour la recherche et l'innovation qui ne tient pas compte des revendications formulées par la communauté scientifique et universitaire.

Nous appelons tous ceux qui se préoccupent de l'avenir de la jeunesse et sont attachés à l'école et à la recherche publiques à **manifeste** le **2 avril à 15 heures** dans les villes suivantes :

**Ajaccio, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Lyon, Marseille,
Nancy, Paris, Rennes et Toulouse.**

Pour dire non à la casse du service public d'éducation et exiger d'autres choix :

- ▶ un collectif budgétaire pour restituer les moyens supprimés à la rentrée 2005 (postes, options, remplacements, scolarisation en maternelle, TPE...)
- ▶ une programmation des moyens pour répondre à l'ensemble des besoins du service public
- ▶ l'abandon de ce projet de loi sur la recherche (LOPRI) et la prise en compte des revendications de la recherche publique et de l'université
- ▶ une autre politique éducative qui, contrairement à celle proposée par la loi Fillon, permette la réussite de tous.